



## U4U s'oppose à toute nouvelle réforme du statut de la fonction publique

[EN version herebelow](#)

Nous sommes opposés à toute nouvelle réforme. Dans le contexte actuel, cela reviendrait à une réduction significative de nos droits, cela accroîtrait les disparités, les injustices et les précarités. Cela affaiblirait une fois de plus la fonction publique européenne.

### Position de U4U :

- Nous sommes toujours opposés à une réforme du Statut; nous avons toutes et tous déjà payé le prix des réformes de 2004 et 2014. Elles se sont traduites par une réduction significative des rémunérations directes et indirectes ainsi que par des économies sur les retraites. Elles ont aussi accru les disparités et la précarité sans offrir les moyens d'atténuer ces impacts négatifs. De surcroît, elles ont permis de revenir petit à petit sur les concessions et les contreparties qui avaient été obtenues par les organisations syndicales (ex. fins de carrière, retraites...). Et les économies budgétaires ont continué avec la Commission actuelle (notamment sur les rubriques retraites et écoles européennes). Le rapport de la Cour des Comptes de 2019 pointe du doigt les effets négatifs sur l'attractivité de la fonction publique des deux réformes du statut, en soulignant la difficulté grandissante des Institutions à recruter, en particulier pour certains profils et certaines nationalités : ne nous privons pas de nos talents et de notre diversité !
- Nous défendons notre système de retraites, ainsi que la méthode d'adaptation de nos retraites et salaires qui garantit le maintien du pouvoir d'achat ;
- U4U est en faveur d'un accroissement du budget de l'Union, avec des moyens suffisants pour une fonction publique à la hauteur de ses missions. Nous préconisons une révision à mi-parcours du budget de la Rubrique 7 (ressources humaines : fonctionnement, bâtiments, salaires, pensions, santé, écoles européennes, crèches et garderies), pour faciliter la mise en œuvre du plan actuel de relance européen – voire permettre celle d'un second plan de relance, que nous estimons utile.

15/11/2021



## U4U opposes any further reform of the civil service staff regulations

We are opposed to any further reform. In the current context, it would mean a significant reduction of our rights, it would increase disparities, injustices and precariousness. It would once again weaken the European civil service.

### Our position :

- We are still opposed to a reform of the Staff Regulations; we have all already paid the price of the 2004 and 2014 reforms. They resulted in significant reductions in direct and indirect pay and savings on pensions. They have also increased disparities and precariousness without providing the means to mitigate these negative impacts. In addition, they have made it possible to gradually reverse the concessions and compensations that had been obtained by the trade unions (e.g. end of career, pensions, etc.). And the budgetary savings have continued with the current Commission (particularly under the spending categories pensions and European Schools). The 2019 report of the Court of Auditors points out the negative effects of these two reforms on the attractiveness of the civil service, by underlining the increasing difficulty of the Institutions to recruit, in particular for certain profiles and certain nationalities: let us not deprive ourselves of our talents and our diversity!
- We defend our pension system, as well as the method of adjusting our pensions and salaries that guarantees the preservation of purchasing power;
- U4U is in favour of an increase in the Union's budget, with sufficient means for a civil service that is equal to its missions. We advocate a mid-term review of the budget's spending category 7 (*human resources: operations, buildings, salaries, pensions, health, European schools, crèches and childcare facilities*), to facilitate the implementation of the current European recovery plan - or even to allow for a second recovery plan, which we consider useful.